

Nous avons créé Investissement Canada afin d'encourager les investissements de capital favorisant la création d'emplois.

Afin de réduire le déficit, nous avons mis en place une stratégie visant à remettre de l'ordre dans les finances du Canada.

Enfin, nous avons négocié avec les États-Unis un accord de libre-échange historique afin d'assurer aux produits canadiens un meilleur accès à un marché mondial.

Comme certains d'entre vous le savent, la question de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a été le centre des élections nationales en automne dernier - ces élections durant lesquelles nos opposants ont entretenu les émotions et les craintes latentes des électeurs.

Prenez, par exemple, les exagérations dont ont fait l'objet les dispositions de l'Accord relatives au commerce de l'énergie - que nos opposants ont qualifiées de "vente au rabais des ressources canadiennes." Ces dispositions sont en fait tout à fait compatibles avec les obligations que nous avons prises il y a 40 ans envers le GATT de partager les ressources en période de pénurie, et de l'obligation que nous avons prise il y a dix ans envers l'Agence internationale de l'énergie. Non seulement cela, les engagements concernant l'établissement des prix des ressources sont en fait le reflet de la position de négociation prise au GATT par nos prédécesseurs durant les années 70 - ceux du parti politique même qui est le premier à condamner le libre-échange. Il y avait là, c'est le moins qu'on puisse dire, tout un monde entre la perception et la réalité.

Il faut reconnaître que les Canadiens ont su garder la tête froide alors qu'autour d'eux nos opposants perdaient la leur. Les élections se sont soldées non seulement par une victoire pour le premier ministre Mulroney et mon parti, mais aussi par une victoire de la raison.

Toutefois aujourd'hui, en 1989, nous faisons face au moment d'entamer notre second mandat à une nouvelle série de défis sur les plans économique et social. L'un de ces défis consiste en la réforme longtemps attendue de notre taxe fédérale sur les ventes - une taxe dépassée qui a seulement pour effet d'augmenter le coût de l'investissement et de nuire aux exportations. Aucun défi cependant n'est plus important que celui de garantir notre stabilité financière à long terme en continuant de lutter afin de corriger le déséquilibre financier du Canada.